

## **CONTRE LES LICENCIEMENTS ET TOUTES LES ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS, CONSTRUIRE LE « TOUS ENSEMBLE ! »**

### **Des charrettes de licenciements**

Avec l'annonce de 600 licenciements à Teleperformance et 130 à ArcelorMittal, la vague de licenciements se poursuit. Le chiffre de 150 000 licenciements dont parlait la presse laisse la place à celui de 300 000 emplois menacés. Si l'automobile ou la chimie sont particulièrement touchées, ce sont tous les secteurs qui sont visés.

De nombreux salariés, notamment chez les sous-traitants des entreprises qui licencient, s'inquiètent pour leur avenir. Patrick Martin, le patron du Medef, expliquait cyniquement que si l'Assemblée votait un budget imposant trop les entreprises, il y aurait des dizaines de milliers de licenciements en plus. Ce n'est ni plus ni moins qu'un chantage, d'autant plus révoltant que les groupes qui licencient (Auchan, Michelin, Stellantis) sont arrosés d'argent public depuis des années. Le grand patronat prévoit comme à son habitude de prendre l'argent public et de licencier quand même. Les grévistes de Michelin à Cholet ou de Novares à Ostwald montrent que face à cette casse sociale, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de prendre le chemin de la lutte.

### **Des coupes drastiques dans les services publics**

La baisse de cinq milliards d'euros du budget des collectivités territoriales implique non seulement des services publics dégradés, mais aussi des milliers de suppressions de postes. La baisse des cotisations patronales pour la Sécurité sociale annonce des conséquences similaires dans les hôpitaux. Le ministre de la Fonction publique, Kasbarian, prévoit quant à lui de faire passer le nombre de jours de carence des fonctionnaires de un à trois et de baisser le remboursement des arrêts maladie. Cela préfigure des offensives analogues dans le privé. Salariés du public comme du privé, nous avons les mêmes difficultés de fin de mois, les mêmes conditions de travail dégradées qui usent la santé. Les véritables privilégiés sont les patrons qui empochent à la fois les milliards de profits sur notre travail et les milliards de subventions.

### **Rien à attendre du cinéma autour du budget à l'Assemblée**

À l'Assemblée, la discussion sur le budget a montré que le jeu des amendements mené par la gauche, mais aussi le RN et même le parti de Barnier, n'a pas empêché ce budget de rester brutal pour le monde du travail. Le patronat compte bien faire passer les mesures qu'il souhaite, que le Premier ministre soit Castets, Barnier ou Bardella. Rien à attendre des tractations et marchandages parlementaires. À nous d'être le plus offensif dans nos mobilisations.

### **La solution : y aller tous ensemble !**

La grève dans le secteur aérien ou à la SNCF a été suivie, sans oublier bien d'autres grèves locales. Les nouvelles dates de mobilisation sont proches, à commencer par l'appel à la journée du 5 décembre dans la fonction publique contre le passage aux trois jours de carence. Si elles ne coïncident pas pour tous les secteurs, elles peuvent être l'occasion pour les travailleurs d'utiliser chaque date comme tremplin pour la suivante. L'occasion de faire entendre les revendications sur les salaires, les effectifs, l'interdiction des licenciements. L'occasion aussi de nouer des liens, d'établir des contacts avec les travailleurs d'autres entreprises connaissant les mêmes galères : il faut fusionner toutes nos colères contre la politique anti-ouvrière en cours. Le « Tous ensemble ! », ça se construit ! Si pour l'instant, les grèves sur les licenciements se mènent boîte par boîte, les prochaines journées de mobilisation, notamment à la SNCF ou dans la fonction publique seront l'occasion de discuter d'aller plus loin, vers un véritable mouvement d'ensemble. C'est ce que redoute le gouvernement comme le patronat : la convergence de nos luttes.

**Public, privé, face aux licenciements comme à la dégradation des conditions de travail : c'est tous ensemble qu'il faut lutter !**

*Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 25 novembre 2024*

Travailleur.euse, suis-nous pour t'engager ou plus d'informations :

**SITE WEB** [www.npa-revolutionnaires.org](http://www.npa-revolutionnaires.org) **YOUTUBE** @Revolutionnaires\_journal **INSTAGRAM** @npa.revo

### **Un patient hospitalisé... dans un garage**

Pris de douleurs au ventre, fin octobre, un patient s'était rendu aux urgences de l'hôpital de Langres (Haute-Marne) où il est hospitalisé. Quelques jours plus tard, il est réveillé vers une heure du matin et on lui annonce qu'il va être transféré... dans le garage réservé aux véhicules sanitaires, aménagé à la hâte. Il explique que les soignants lui ont dit : « Quand on n'a plus de place ici, ce n'est pas compliqué : on ouvre le garage et on y met des patients. » Un mois auparavant, le directeur des urgences avait démissionné pour protester contre la dégradation continue des conditions de travail et d'hospitalisation. Le personnel de l'hôpital avait lui manifesté le 19 octobre pour dénoncer cette situation.

### **Les tickets resto ne remplacent pas des salaires décents**

L'Assemblée nationale a décidé de prolonger jusqu'à fin 2026 la dérogation qui permet d'utiliser les titres-restaurant pour acheter tous les produits alimentaires. Les députés ont présenté cette mesure comme un geste social envers les salariés. Foutaise ! Si les chèques-restaurant (financés à moitié par les patrons) sont bien utiles aux cinq millions de salariés qui en bénéficient, leur utilisation dans les supermarchés et les magasins de proximité vient du fait que les salaires seuls ne suffisent souvent pas à de nombreux foyers pour joindre les deux bouts. C'est un petit plus bien utile, mais qui ne remplace en rien des salaires décents et des augmentations en ligne avec l'inflation. Ce dont la majorité des députés ne veut pas entendre parler.

### **Barnier tape dans la poche des chômeurs**

Alors que la liste des plans de licenciements s'allonge, le gouvernement Barnier s'attaque aux seniors et aux frontaliers : l'âge pour toucher une indemnisation longue est relevé de deux ans dans la foulée de la réforme des retraites qui a porté l'âge de départ de 62 à 64 ans. Les frontaliers ne seront plus indemnisés sur la base du salaire du pays où ils travaillent, souvent plus élevé. Et pour finir, tous les chômeurs vont perdre cinq à six jours d'indemnisation par an. Et il se trouve des directions syndicales pour signer de tels reculs alors que c'est dans les profits des groupes capitalistes et dans la poche des riches qu'il faut taper !

### **Absentéisme : les mensonges du ministre**

Le ministre de la Fonction publique, G. Kasbarian, axe depuis des semaines une communication démagogique sur l'absentéisme. Il veut porter à trois jours le nombre de jours de carence et abaisser à 90 % l'indemnisation des agents lors d'arrêts maladie. Mais les fonctionnaires se sont absentés que 12 jours en moyenne en 2023, soit seulement 1,7 jour de plus que dans le privé. S'ils sont légèrement plus absents que les salariés du privé, c'est dû à deux facteurs selon la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) : les effets de structure (davantage de femmes et des agents plus âgés) et la présence de métiers à forte pénibilité (aides-soignantes, infirmières, agents d'entretien, etc.). Le nombre d'absences pour raison de santé est en baisse. Mais Kasbarian s'en moque, son seul but est de faire des économies sur le dos des fonctionnaires, l'absentéisme n'étant qu'un grossier prétexte.

### **Antilles : un petit espoir pour les victimes ?**

Pendant des années, les populations de la Martinique et de la Guadeloupe ont été empoisonnées par le chlordécone, un puissant insecticide utilisé massivement dans les bananeraies. Il faudra plusieurs siècles pour épurer les sols les plus touchés. Alors que le produit avait été interdit dès 1976 aux États-Unis, il a continué à être utilisé aux Antilles françaises jusqu'en 1993 avec la complicité des autorités. Depuis des décennies, les victimes tentent de traduire en justice les fabricants et ceux qui ont répandu ce poison. Jusqu'ici sans succès, la justice ayant prononcé un non-lieu fin 2022. Mais la cour d'appel de Paris vient d'accepter une question prioritaire de constitutionnalité posée par l'un des avocats des parties civiles, ce qui pourrait rouvrir le dossier. Mais la lutte sera encore longue...

### **📣 En solidarité avec les peuples palestinien et libanais, amplifions la mobilisation !**

Après plus d'un an de massacres génocidaires contre la population de Gaza et d'accélération de la colonisation en Cisjordanie, l'État d'Israël attaque maintenant aussi toute la population du Liban. Des villages, des camps de réfugiés et des centre-villes densément peuplés sont bombardés, faisant plus de 2 800 morts, qui s'ajoutent aux plus de 42 000 morts de Gaza. Comble du cynisme, juste avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu au Liban mercredi 27, l'armée israélienne a procédé à la plus intense nuit de bombardements sur Beyrouth. Rien d'étonnant venant de Netanyahu, qui a justifié mardi 26 en conférence de presse la nécessité d'un cessez-le-feu pour « réarm[er] l'armée israélienne »...

**En France, la mobilisation reprend contre la guerre d'Israël à Gaza et au Liban, en particulier dans les universités, étendons la lutte ! Tous et toutes aux manifestations du 7 décembre !**

#### **Les Haïtiens insultés par le président français**

En marge de la réunion du G20 au Brésil, Macron a déclaré que les Haïtiens étaient « complètement cons » d'avoir limogé leur Premier ministre et, qu'ils étaient responsables de la misère de leur île, « oubliant » au passage que l'ex-puissance coloniale, la France, avait imposé le paiement d'énormes réparations au pays à l'indépendance en 1804, dont les remboursements ont continué jusqu'en 1952 ! Insultes et mépris, voilà ce que tient en réserve la bourgeoisie française à destination des travailleurs et des peuples qu'elle exploite dans le monde entier et qui sont la source de sa richesse.

#### **En Haïti, la moitié des membres de gangs sont des enfants**

On sait que le pays est depuis des décennies sous la coupe de gangs qui y font largement la loi. Mais le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) s'inquiète de la hausse du nombre d'enfants recrutés par les bandes armées. Ils formeraient près de la moitié de leurs effectifs. Leur nombre aurait augmenté de 70 % en un an. Selon l'Unicef, l'escalade de la violence, la pauvreté généralisée, le manque d'accès à l'éducation et le quasi-effondrement des services essentiels alimentent leur recrutement massif. La directrice générale de l'Unicef a appelé le monde à assurer « comme une priorité » la sécurité et le bien-être des enfants. Peu de chance qu'elle soit entendue alors que tous les jours, avec la complicité des grandes puissances – dont la France et les États-Unis, directement responsables de la situation de l'île – on assassine l'enfance à Gaza, en Ukraine, au Soudan du Sud et ailleurs.